

# Élevage et santé animale

## Situation de départ

Les pays en développement comptent, à eux seuls, environ un milliard d'éleveurs, dont 600 millions de « sans terre » et de petits agriculteurs élevant seulement quelques poulets, chèvres ou porcs, mais aussi des (semi-) nomades qui exploitent des zones reculées avec leurs troupeaux de ruminants. Souvent menacés dans leur existence même par l'industrialisation progressive de l'élevage, ils constituent le premier groupe cible de la coopération allemande au développement. L'élevage contribue en moyenne dans le monde à 40 % du produit agricole et à 5 % du produit national brut total – mais il ne reçoit que 2,5 % des fonds de la coopération au développement officiellement disponibles pour le secteur agricole.

### L'élevage, secteur indispensable pour la sécurité alimentaire et la réduction de la pauvreté

Selon l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (*Food and Agriculture Organization of the United Nations*, FAO), la demande de produits d'origine animale doublera d'ici à 2050, principalement en raison des besoins croissants des pays du Sud global. L'élevage est donc considéré par la politique de développement comme un secteur essentiel pour garantir l'approvisionnement alimentaire, en particulier des groupes vulnérables, et comme une importante voie de sortie de la pauvreté. Ainsi, il contribue à assurer les moyens de subsistance d'environ 80 % des ménages classés comme pauvres, en Afrique subsaharienne. Pour que la demande accrue aille de pair avec un développement du secteur de l'élevage socialement durable, résistant et respectueux de l'environnement, il est cependant indispensable de prendre des mesures adéquates et de créer des conditions cadres appropriées.

Alors que les approches mises en œuvre auparavant étaient souvent axées sur l'accroissement des rendements à l'aide de races performantes et d'intrants agricoles, l'accent est mis aujourd'hui sur la réalisation des Objectifs de développement durable (ODD). L'élevage peut contribuer à l'at-

teinte de chacun des 17 ODD. L'organisation et l'association des producteurs en coopératives, la création de marges de manœuvre et de capacités de négociation ainsi que la mise en place d'infrastructures de transformation décentralisées et de chaînes de valeur courtes sont des mesures appropriées à cet effet. L'accès (juridiquement) sécurisé à la terre et aux autres ressources et le fonctionnement des services vétérinaires sont d'une importance cruciale. Le bien-être des animaux est un autre aspect qui fait l'objet d'une attention croissante. Les mesures qui renforcent ces objectifs contribuent non seulement à la réduction de la pauvreté, mais aussi à des pratiques d'élevage durables et à la sécurité alimentaire par le biais d'aliments d'origine animale sains. Cette forme d'élevage est une composante importante d'un processus de transformation agroécologique et contribue en même temps de manière décisive à la mise en œuvre de l'approche Une seule santé, qui prend en compte les interrelations complexes entre la santé des personnes, des animaux et de l'environnement.

## Élevage et climat

L'élevage contribue de manière significative aux changements climatiques : environ 14,5 % de toutes les émissions anthropiques de gaz à effet de serre (GES) et 80 % des émissions de GES provenant de l'agriculture sont attribuées à ce secteur. Cela est principalement dû à l'intensification des systèmes commerciaux dans les pays industrialisés et dans certains pays émergents, en particulier dans les secteurs de la viande et des produits laitiers. Cependant, à mesure que la demande d'aliments d'origine animale augmentera et que l'élevage dans les pays en voie de développement s'amplifiera, la contribution aux émissions de GES croîtra également dans ces pays. Les émissions de méthane des ruminants retiennent particulièrement l'attention. Cependant, ce sont précisément ces espèces animales qui sont les plus à même de s'adapter aux températures plus élevées et à la sécheresse. De plus, les parcours sont des puits de carbone importants qu'il convient de protéger. Les experts de la FAO estiment que le potentiel de réduction pourrait atteindre 30 % (voire 41 % en Afrique subsaharienne) si

différentes pratiques d'élevage résilientes face aux changements climatiques et à faibles émissions de GES étaient adoptées.

### Des animaux en bonne santé : un élément important de l'approche Une seule santé

La santé animale est d'une importance vitale pour tous les éleveurs (semi-)nomades (fig. 1a). Son amélioration permet de considérablement optimiser la sécurité et la qualité des produits d'origine animale (en particulier le lait, la viande et les œufs), d'accroître la productivité et de réduire les pertes d'animaux. Les populations pastorales ont, au fil des générations, acquis une connaissance approfondie des maladies des animaux d'élevage et ont mis au point leurs propres classifications, terminologies et stratégies thérapeutiques, par exemple. La santé animale dans les systèmes agropastoraux et pastoraux repose sur des races de bétail adaptées aux sites d'élevage et qui ont développé une certaine résistance aux maladies endémiques, ce qui permet de considérablement réduire le recours aux médicaments et le risque de résistance aux antibiotiques. Cependant, la tuberculose et la brucellose sont également très répandues dans les zones pastorales, et la lutte contre ces maladies nécessite des approches diagnostiques et thérapeutiques modernes.

Plus de 200 maladies infectieuses transmissibles entre l'homme et l'animal (zoonoses) sont connues dans le monde. Pour prévenir les zoonoses, il est impératif de respecter les principes généraux d'hygiène, en particulier, mais pas seulement, dans le domaine des denrées alimentaires. Environ 60 % de toutes les maladies infectieuses sont d'origine animale et sont dues à des contacts intensifs entre l'homme et les autres animaux ainsi qu'avec des produits d'origine animale. Environ 80 % des zoonoses chez l'homme surviennent dans les pays à revenus faibles et moyens. La densité en très forte augmentation des animaux d'élevage, en particulier des porcs et des volailles, est responsable du dé-

veloppement de nombreuses maladies infectieuses zoonotiques telles que la grippe aviaire, la maladie à virus Nipah et la grippe porcine.

### Gestion durable des terres dans les systèmes pastoraux

Les parcours qui ne se prêtent pas à l'agriculture occupent environ la moitié de la surface terrestre et les deux tiers de la superficie des terres agricoles. Dans les systèmes pastoraux, ces vastes zones peuvent être utilisées de manière agroécologique et sans le recours à des combustibles fossiles pour produire des aliments de haute qualité. Dû à la suppression du travail du sol, des engrais et des pesticides de synthèse dans ces régions, la biodiversité de la flore et de la faune y est privilégiée. Bien que des conflits entre éleveurs (semi-)nomades et animaux sauvages soient souvent signalés, il existe de nombreux exemples dans lesquels l'élevage nomade et semi-nomade a contribué avec succès à la conservation de la nature. Cependant, les rendements de l'élevage pastoral ne sont pas constants et dépendent des fluctuations annuelles des précipitations. Ainsi, ils ne peuvent donc pas être multipliés indéfiniment, mais la biomasse disponible est utilisée de manière optimale par les éleveurs (semi-)nomades. Les pasteurs (semi-)nomades sont donc aussi appelés « spécialistes de l'exploitation de la variabilité » et de nombreux experts les considèrent comme particulièrement bien armés pour s'adapter au changement climatique.

L'élevage nomade et semi-nomade est d'une importance économique cruciale dans bon nombre des « pays les moins avancés » (PMA) d'Afrique. Pendant la crise de la COVID-19, les systèmes pastoraux se sont avérés plus résistants que les chaînes de valeur industrielles et transnationales. Bien que le pastoralisme soit souvent associé aux conflits d'utilisation des terres et au surpâturage, la FAO souligne son importance en tant que forme de production alimentaire en



Fig. 1a



Fig. 1b

Figure 1: La qualité des soins vétérinaires est essentielle pour le bien-être et la performance des animaux. Elle est donc fondamentale pour une amélioration (durable) de la situation des êtres humains en termes de revenus et de nutrition (a). La possession de bétail ainsi que la transformation et la commercialisation de denrées alimentaires d'origine animale contribuent également de manière significative au renforcement de l'indépendance socio-économique des femmes (b).

harmonie avec la nature et qui met en avant son potentiel d'innovation. D'autres aspects importants sont le rendement élevé en protéines et le rôle des systèmes pastoraux dans le maintien de la fertilité des sols grâce au fumier appliqué directement dans les champs. Cependant, le nombre croissant de conflits violents pour la répartition des ressources entre les éleveurs (semi-)nomades et les agriculteurs sédentaires pose de plus en plus de problèmes. Ici, des processus participatifs visant au dialogue et au renforcement des relations commerciales réciproques doivent être encouragés.

### Contribution de l'élevage à la promotion de l'égalité de genre

La majorité des éleveurs (semi-)nomades dans les PMA sont des femmes, alors que seulement 10 à 20 % d'entre elles ont un accès sécurisé à la terre. Les rôles et les tâches dans l'élevage sont le plus souvent spécifiques au genre. Ainsi les femmes sont souvent responsables de la transformation et de la commercialisation du lait et des produits laitiers. Une amélioration systématique de l'élevage et de la santé animale peut donc contribuer à l'égalité de genre. Les femmes peuvent générer leurs propres revenus si elles possèdent du bétail. De plus, les denrées alimentaires d'origine animale ainsi disponibles garantissent l'apport de nutriments importants à la famille. Les femmes sont également souvent formées avec succès en tant que Auxiliaires communautaires de santé animale (ACSA), ce qui contribue également à leur autonomisation (« *women empowerment* », fig. 1b).

### L'engagement du BMZ

Le BMZ a reconnu l'importance croissante de l'élevage et de la santé animale pour le bien-être des humains et le développement économique de ses pays partenaires, ainsi que l'impact négatif d'un secteur de l'élevage de plus en plus intensifié dans le monde entier en termes d'émissions de GES, d'utilisation de l'eau, de déforestation, de dégradation des habitats naturels et, par conséquent, de perte de biodiversité et de services écosystémiques. Dans son pôle d'intervention prioritaire « Un seul monde sans faim » (*Eine Welt ohne Hunger, EWoH*), le BMZ encourage donc des mesures qui visent à renforcer l'élevage durable dans plus de 70 projets de coopération technique et financière dans plus de 50 pays. L'Agenda 2030, en conjonction avec l'Accord de Paris sur le climat, fournit le cadre d'action pour le changement vers des modes de vie et des économies durables et à faibles émissions dans le monde entier. Il exige expressément que les plus faibles et les plus vulnérables soient placés au centre et que personne ne soit laissé de côté (« *leave no one behind* »).

Au centre de l'attention figurent l'amélioration de la situation sanitaire et nutritionnelle ainsi qu'une augmentation durable des revenus de la population des éleveurs (semi-)nomades. Mais l'élevage joue également un rôle de plus en plus important dans le contexte de la promotion de la paix et de la prévention des crises ou dans l'engagement en faveur de l'atténuation et de l'adaptation au changement climatique ainsi que pour la préservation de la biodiversité. Les aspects liés à la santé animale sont également un élément central du thème de l'initiative « Santé, maîtrise de la pandémie et Une seule santé ».

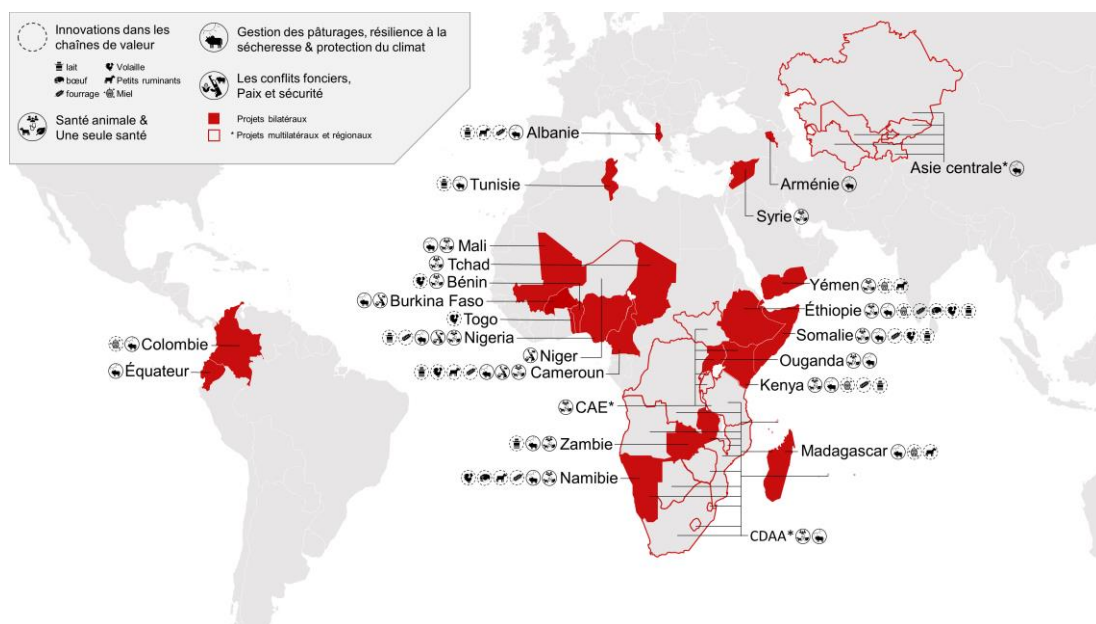


Figure 2 : Aperçu schématique des projets GIZ concernant le bétail, avec les pôles d'intervention prioritaire respectifs (situation : novembre 2020).

Outre la coopération avec les ministères compétents des pays partenaires, il existe également une étroite collaboration avec des institutions de recherche nationales et internationales telles que l'Institut international de recherche sur l'élevage (*International Livestock Research Institute, ILRI*) au sein du Groupe consultatif pour la recherche agricole internationale (*Consultative Group on International Agricultural Research, CGIAR*), par exemple pour la création d'un centre de recherche Une seule santé, d'éducation et de vulgarisation en Afrique (« *One Health Research, Education and Outreach Centre in Africa, OHRECA* »). Le BMZ est également impliqué dans des initiatives internationales multipartites telles que le Programme mondial pour l'élevage durable (*Global Agenda for Sustainable Livestock, GASL*).

## Des échos du terrain

Pour le compte du BMZ, la GIZ conçoit et met en œuvre des solutions innovantes et des mesures en adéquation avec la nature des sites dans le cadre de nombreux projets, en particulier sur le continent africain (fig. 2), afin de renforcer les systèmes d'élevage durables et de réduire les effets négatifs sur et par ces systèmes. Les projets suivants sont des exemples des multiples approches de la coopération allemande au développement :

Le **projet mondial « Centres d'innovations vertes pour le secteur agro-alimentaire » (ProCIV)**, en collaboration avec des partenaires nationaux et internationaux, promeut des approches innovantes dans la filière laitière **au Kenya, en Zambie et en Tunisie**, et dans la filière avicole **au Bénin et au Cameroun**. Les innovations en matière d'alimentation, d'hygiène et de logement des animaux ainsi que les solutions numériques permettront d'augmenter la production laitière et la productivité de des poules pondeuses et des poulets de chair. Par ailleurs, les prestataires de services vétérinaires privés et publics sont formés et soutenus pour adapter leur offre de services aux besoins des petits éleveurs (semi-)nomades. En outre, les Centres d'innovations vertes des composantes Kenya, Zambie et Cameroun

centrent leurs efforts sur les aspects de santé animale selon l'approche Une seule santé, en particulier en ce qui concerne la promotion et le transfert de connaissances en matière de sécurité et de qualité des denrées alimentaires d'origine animale.

Au **Mali** (région de Tombouctou), le projet mondial « **Sécurité alimentaire et renforcement de la résilience** » (**ProSAR Mali**) apporte un soutien aux pasteurs pour la gestion de leurs troupeaux et la production d'aliments destinés à ces troupeaux. Le projet construit et réhabilite également des puits et des points d'eau afin de garantir l'accès des personnes et des animaux à une eau de qualité. Les éleveurs (semi-)nomades sont ainsi mieux à même de prendre soin de leur bétail pendant la saison sèche, ce qui augmente les revenus de leur foyer. Cela a pour conséquence de renforcer la résistance de la population aux crises alimentaires.

Dans le cadre de projets d'**aide d'urgence et de transition**, la GIZ intervient pour aider à surmonter des situations de crise telles que les conflits violents, les catastrophes naturelles et les épidémies. Au **Nigeria**, dans le cadre du projet « **Renforcement des capacités pour la construction de la paix et la résolution des conflits dans le centre du Nigeria** » (**PEACECORE**), elle soutient la gestion du conflit entre agriculteurs et pasteurs de bétail dans l'État du Plateau, au centre du Nigeria. Le projet vise à améliorer les capacités des acteurs de l'État et de la société civile à désamorcer ce conflit et à rétablir les relations traditionnelles de commerce et d'échange. Dans le **nord-ouest de la Somalie**, un autre projet intitulé « **Amélioration de la gestion des risques de catastrophes et de la sécurité alimentaire pour renforcer la résilience au Somaliland (RDRM)** » renforce la gestion des risques de catastrophes des institutions de l'État et promeut la résilience, la prévention des crises et la sécurité alimentaire de la population rurale (agro-)pastorale par le biais de l'amélioration de l'élevage. Dans ce contexte, l'approche Une seule santé est ancré comme une thématique de toute première importance.

**Informations complémentaires :** [www.giz.de/en/worldwide/39650.html](http://www.giz.de/en/worldwide/39650.html)

### Mentions légales

#### Publié par :

Deutsche Gesellschaft für  
Internationale Zusammenarbeit (GIZ) GmbH

Sièges de la société : Bonn et Eschborn

Division Développement rural et économie agricole, G500  
Friedrich-Ebert-Allee 36+40  
D-53113 Bonn  
T +49 (0) 228 44 60 - 3824  
F +49 (0) 228 44 60 - 1766  
E [naren@giz.de](mailto:naren@giz.de)  
I [www.giz.de](http://www.giz.de)

Décembre 2020

#### Auteur/responsable/rédaction, etc. :

Projet sectoriel Agriculture durable (NAREN)

#### Conception/maquette, etc. :

Olivia Ockenfels, Cologne

#### Crédits photographiques/sources :

Photo de couverture : GIZ / Thomas Imo  
P.2 : © GIZ / Philipp Hedemann et Thomas L. Kelly

#### Références URL :

Les contenus de sites externes vers lesquels ce document renvoie relèvent de la responsabilité des fournisseurs ou hébergeurs de ces sites. La GIZ se démarque expressément de tels contenus.

#### Clause de genre :

À des fins de lisibilité, il a été renoncé à l'emploi combiné du masculin et du féminin. La forme masculine désigne ici les personnes et les titulaires de fonctions des deux sexes.

La GIZ est responsable du contenu de cette publication.